PHILIPPE PORTIER

Les militants du RPR : étude d'une fédération

Le RPR se prévaut d'un nombre sans cesse croissant d'adhérents : ses dirigeants nationaux avancent même parfois des chiffres supérieurs à ceux du Parti communiste pourtant considéré avec ses quelque 550 000 adhérents comme le premier parti de France. Les quelques études locales dont on peut disposer, si elles tempèrent quelque peu les évaluations optimistes du centre national, témoignent, de même, d'une imposante progression numérique. Déjà sensible en 1976-1977, ce mouvement se serait encore amplifié sous l'effet de l'accession de la Gauche au pouvoir.

En considérant cette militance comme le banal résultat de la volonté purement politique de défendre une cause, on occulterait les conditions sociales qui expliquent son surgissement. On oublierait, d'une part, qu'elle s'inscrit dans un contexte sociopolitique spécifique doublement marqué par la perdurance (ou l'accentuation) de la crise économique et par l'émergence d'un pouvoir qui se présente volontiers au nom du changement socialiste. On ignorerait, d'autre part, que cette militance, loin d'être le fait d'adhérents socialement indifférenciés, trouve son lieu d'ancrage dans des catégories sociales typées qui y investissent des aspirations idéologiques particulières.

La restitution de la logique sociale qui est au principe de l'investissement militant au sein du RPR constitue l'objet central de cette contribution : on voudrait vérifier l'hypothèse selon laquelle l'adhésion au Mouvement gaulliste constitue une tentative politique, menée par certaines catégories, pour faire face à l'incertitude sociale et morale engendrée par les contradictions du développement économique auxquelles les rendent particulièrement sensibles l'incertitude

et le caractère contradictoire de leur propre situation sociale. Pour sembler étroite, la piste suivie ouvre néanmoins des horizons riches de promesses : en soulignant la finalité sociale du militantisme gaulliste, elle élucide du même coup les fonctions assumées par le RPR dans le système politique français.

Une telle visée imposait une réduction du champ analytique. L'étude ici présentée ne concerne ainsi qu'une seule fédération : celle du Morbihan. Les données ont été recueillies en deux temps : au cours d'une première phase, menée de février 1978 à janvier 1979, nous avons adressé à 150 adhérents de la Fédération (soit à peu près le quart des effectifs militants de l'époque) un questionnaire détaillé portant sur leurs caractéristiques sociales, leur conception de l'action politique et leur activisme militant. Le choix d'une méthode d'échantillonnage au hasard et le nombre élevé de réponses obtenues (93) peuvent laisser croire à la fiabilité des informations recueillies. La seconde phase a mobilisé des moyens moins sophistiqués d'investigation : menée en 1982-1983, elle a consisté en une trentaine d'entretiens informels dont l'objet essentiel était d'actualiser les données obtenues en 1978-1979.

Au terme de l'enquête, la spécificité des adhérents du RPR se révèle au triple niveau de leur origine sociale, de leurs aspirations idéologiques et du type d'activisme militant qu'ils déploient.

I. — ANCRAGES SOCIOLOGIQUES

Suivant une tradition constante du Mouvement gaulliste, le RPR se présente idéalement comme le reflet exact de la structure sociale française (1). Cette représentation est sans doute congruente avec l'idéal politique prôné par le mouvement : elle objective l'idée chère au gaullisme selon laquelle, par-delà les clivages artificiels, la population peut se mobiliser autour d'une entité commune qui la dépasse : la Nation. Elle ne laisse pourtant de susciter l'incrédulité des politistes (2). Les données recueillies dans le Morbihan invitent de même à une grande circonspection : en soulignant la sur-représentation de

(1) La ventilation socioprofessionnelle produite par le RPR en 1977 est, de ce point de vue, édifiante : elle estime la part des femmes — traditionnellement beaucoup plus faible que celle des hommes dans les organisations partisanes — à 49 % du total des adhérents et celle des catégories populaires (ouvriers, employés) à plus de 45 %. Cf. Ventilation socioprofessionnelle des adhérents, *Publications du RPR*, 1977.

(2) Cf. par exemple, R. Ponceyri, à la recherche du gaullisme, *Projet*, n° 118, septembre-octobre 1977, p. 929-944.

certaines catégories sociales, tant au niveau de la base militante qu'à celui des dirigeants locaux, elles viennent contredire, une fois de plus, l'illusion de la représentativité sociale du Parti gaulliste.

1) *La base militante*

La spécificité sociologique des adhérents du RPR se révèle d'abord au plan sociodémographique : les relevés effectués au sein de la fédération de référence laissent apparaître une population militante plutôt âgée et très nettement masculine. Ainsi, alors que les classes d'âge supérieures à 35 ans constituent 59 % de la population morbihannaise, elles représentent 75 % de l'échantillon étudié ; de même, la part des hommes au sein du Mouvement semble plus importante que ne le déclare ordinairement le Centre national : évaluée par ce dernier à 51 % du total des adhérents (3), la population masculine forme plus de 85 % de l'effectif interrogé.

Si les chiffres recueillis invitent à nuancer l'idée parfois avancée du rajeunissement et de la féminisation de la base militante, ils conduisent également à mettre en question le caractère multi-classiste du Mouvement gaulliste : âgée et masculine, la population militante du RPR apparaît, de plus, privilégiée par les hiérarchies sociales. Le recrutement du Mouvement s'opère, en effet, principalement dans les catégories supérieures et, à un moindre niveau, dans les catégroies moyennes : si les classes supérieures forment 5 % de la population active morbihannaise, elles constituent 26,9 % du total des adhérents ; de même, la proportion des classes moyennes au sein de l'effectif militant est sensiblement supérieure à leur poids dans la population départementale (42 % contre 37 %). En revanche, la part des adhérents appartenant aux catégories populaires se révèle très faible : s'ils représentent 37,2 % de la population morbihannaise, ils ne constituent que 15,2 % des répondants au questionnaire. Enfin, les agriculteurs — catégorie trop hétérogène pour être intégrée à l'une des trois subdivisions énoncées ci-dessus — sont sensiblement sous-représentés au sein du Mouvement : 15,9 % contre 20 % dans la population départementale.

Toutefois, cette distribution par classes, établie à partir du volume de capital (culturel ou économique) possédé par les agents, ne souligne pas avec une suffisante netteté le particularisme du RPR. On sait, en effet que, quel que soit le parti considéré la probabilité

(3) Selon le pourcentage donné dans la ventilation socioprofessionnelle de 1977, *op. cit.*

TABLEAU 1

	Classes supérieures (1)	Classes moyennes (2)	Classes populaires (3)	Agriculteurs
% de militants dans chaque catégorie N = 93	27	42	15	16
% de chaque catégorie dans la population active morbihannaise	5	37	37,2	20,8

(1) Classes supérieures : cadres supérieurs public-privé, professions libérales, industriels, gros commerçants.
(2) Classes moyennes : petits commerçants-artisans, cadres moyens, employés.
(3) Classes populaires : ouvriers, salariés agricoles, personnel de service.

de l'engagement militant s'accroît avec la position de l'agent dans les hiérarchies sociales : en s'ouvrant plus volontiers aux catégories privilégiées, le Mouvement gaulliste se contente de reproduire la logique censitaire qui est au principe de la participation politique.

L'analyse mérite d'être affinée : le recrutement des militants ne s'effectue pas au hasard, en effet, parmi les classes moyennes et supérieures. Il privilégie les fractions de ces classes les plus dotées en capital économique (revenu, patrimoine) ; agriculteurs, professions libérales, commerçants-artisans, cadres du secteur privé représentent plus de 62 % de l'effectif global et plus de 78 % du nombre des adhérents appartenant aux classes moyennes et supérieures. Corollaire, les fractions de ces mêmes classes, les plus démunies de capital économique et liées au pôle intellectuel (cadres du secteur public, enseignants, employés), alors qu'elles constituent la base militante du PS et, à un moindre titre, du PCF, sont très sensiblement sous-représentées au sein du RPR, quand elles n'en sont pas totalement évincées. Cette prédominance du capital économique sur le capital culturel trouve d'ailleurs son illustration exemplaire dans la distribution des adhérents par niveau d'études : si le niveau scolaire moyen des adhérents semble élevé en première analyse — 25 % des gaullistes interrogés contre 43,5 % des morbihannais n'ont pas dépassé le stade de l'école primaire —, il apparaît faible si on le rapporte à la position sociale de la majorité des militants : alors que près de 70 %

des adhérents (80 % si on y ajoute les agriculteurs) peuvent être réputés membres des classes moyennes ou supérieures, 11 % seulement de la population interrogée déclare être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Au total, les relevés effectués dans la fédération morbihannaise mettent en évidence la sous-représentation très sensible des catégories populaires et des classes moyennes ou supérieures liées au pôle intellectuel ; parallèlement, ils soulignent la sur-représentation des fractions traditionnelles (et non salariées) des classes moyennes et supérieures attachées au pôle économique. Cette répartition sociologique, notée par plusieurs auteurs (4), contredit l'image pluriclassiste que le RPR entend donner de lui-même : il semble désormais avéré que le Mouvement gaulliste, sans en être de toute évidence l'émanation partisane exclusive, trouve ses zones d'ancrage privilégiées dans les catégories sociales les plus liées au monde de l'entreprise privée.

2) *Les dirigeants locaux*

Les traits sociologiques constatés au niveau de la base militante connaissent une amplification saisissante au plan de l'équipe de direction départementale : les mécanismes de sélection en œuvre au sein de la Fédération accusent, de manière plus nette encore, l'originalité du Mouvement gaulliste.

Il apparaît d'abord que le milieu social d'appartenance (beaucoup plus que l'âge ou le sexe) est un facteur déterminant de l'accession aux postes de responsabilité (en pourcentage) :

TABLEAU 2

	Classes supérieures	Classes moyennes	Classes populaires	Agriculteurs
Adhérents N = 93	27	42	15	16
Responsables N = 16	48	39	3	10

(4) Cf. par exemple, M. Kesselman, étude de deux partis politiques : Le PS et l'UDR, *Revue française de Sociologie*, 1972, p. 485-515 ; J. Lagroye et G. Lord, *Les militants politiques dans trois partis politiques*, Pedone, 1976.

Ce tableau peut être complété par quelques chiffres non moins significatifs : parmi les adhérents exerçant une profession libérale, 53 % ont (ou ont eu) des responsabilités au sein du Mouvement. Ce n'est le cas que pour 14 % des ouvriers.

Cette distorsion entre la structure sociale de l'élite partisane et celle de la base militante met en évidence la sévère sélection qui préside au choix des dirigeants et à laquelle on peut attribuer une double signification. Sans doute révèle-t-elle d'abord, la conception que les adhérents se font de leurs meneurs : on ne choisit pas ses chefs ; ils s'imposent par leur compétence que mesure leur réussite sociale. Moins anecdotiquement, elle vient illustrer le phénomène — décelé dans d'autres organisations (5) — de la représentation par classe interposée : selon une constante des mouvements à dominante petite-bourgeoisie, les militants gaullistes appartenant aux catégories moyennes les plus démunies de capital culturel s'en remettent, pour exprimer leurs demandes, à des agents issus de la fraction dotée de propriétés homothétiques dans le champ des classes supérieures.

Toutefois, la logique sociale qui préside au recrutement des dirigeants locaux a pu être partiellement enrayée par d'autres mécanismes de sélection : il est ainsi apparu qu'en certaines occurrences, l'ancienneté au sein du Mouvement pouvait être une ressource subsidiaire non négligeable dans le *cursus honorum* intra-partisan (6).

Significativement, alors que 71 % des anciens du RPF ont déclaré exercer (ou avoir exercé) des responsabilités, ce n'est le cas que pour 20 % des inscrits après 1968. Dotés de cette prime à la fidélité, expression de la mystique — encore prégnante jusqu'à ces dernières années — du compagnonnage, des agriculteurs, des ouvriers ont pu intégrer le cercle dirigeant de la Fédération : pour n'avoir pas dépassé le stade de l'école primaire, ils pouvaient se prévaloir de leur participation à l'aventure gaullienne (Résistance, RPF, ou UNR).

Recueillies en 1978, ces informations méritent d'être complétées par des données plus récentes : sous l'effet du changement de majorité, la Fédération morbihannaise a enregistré en 1982-1983 une vague d'adhésion importante qui s'est traduite par un doublement (peut-être plus) des effectifs militants. En fait, cette progression numérique ne semble pas avoir modifié la distribution sociologique de la militance gaulliste : elle aurait même, en portant vers le RPR

(5) Cf. L. Boltanski, taxinomies sociales et luttes de classes, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 29, septembre 1979, p. 75-105.

(6) Selon un phénomène déjà analysé par J. Charlot, *L'UNR, étude du pouvoir au sein d'un parti*, A. Colin, 1967.

« des cadres, des petits entrepreneurs et des professions libérales excédés par la politique des socialo-communistes », renforcé les tendances enregistrées en 1978. En revanche, le gonflement des effectifs militants a contribué à accentuer la marginalisation des « gaullistes historiques » — adhérents inscrits avant 1968 — au sein de la Fédération morbihannaise. Déjà minoritaires en 1978, ils ne représentent même plus aujourd'hui le dixième du total des adhérents. Cette modification de l'équilibre intergénérationnel s'est accompagnée d'une transformation profonde des aspirations idéologiques investies dans le Mouvement gaulliste : le remplacement brutal, en 1982, d'anciens dirigeants par de nouveaux mieux accordés aux tendances récentes illustre d'ailleurs l'ampleur de cette rupture interne.

II. — TENDANCES IDÉOLOGIQUES

La Fédération morbihannaise offre à l'observation une grande homogénéité idéologique : le discours néo-conservateur apparaît désormais largement hégémonique au sein de la base militante. Pourtant, en une sorte de combat d'arrière-garde, une minorité d'adhérents, « gaullistes de toujours », s'attachent encore à défendre ce qu'ils estiment être l'authentique tradition gaullienne : l'étude de leur pensée, extrêmement marginale dans la Fédération ne présenterait guère plus qu'un intérêt archéologique si elle ne permettait, en décrivant un état historiquement dépassé de l'idéologie militante, de prendre la mesure des mutations qui l'ont affectée.

1) *La survivance de la mystique gaullienne*

Quelques militants, parmi les plus anciens, se situent aujourd'hui encore dans une filiation sans équivoque à la doctrine nationaliste. En même temps qu'ils récusent les oppositions artificiellement créées, ils érigent la Nation en unité primaire de mobilisation : en elle seule, les individus peuvent puiser leur énergie et trouver leur identité. Cette vision très barrésienne n'est d'ailleurs pas dissociable de l'attachement qu'ils portent au général de Gaulle : son souvenir, toujours vivace, nourrit, chez ces militants de la première heure, toute une mythologie du redressement national. « Lumière dans l'obscurité », « sauveur de la Nation », il demeure, à leurs yeux, l'incarnation du Génie français. A ce titre, son action passée n'est pas révolue : elle doit encore inspirer les politiques du présent.

Cette référence constante à la grandeur de la France se prolonge en une évocation des moyens qui permettent de la promouvoir. L'indépendance apparaît comme son fondement primordial. Les réponses au questionnaire témoignent d'ailleurs de l'intérêt que les militants « historiques » — inscrits avant 1968 — lui portent. Parmi d'autres exemples : à la question sur « les réalisations les plus importantes du général de Gaulle », « la politique d'indépendance à l'égard des Etats-Unis » a été classée en seconde position, immédiatement derrière l'item « instauration de la Ve République ». L'indépendance nationale est d'abord conçue comme le refus de toute allégeance extérieure, quelle qu'elle soit. Si la IVe République est totalement disqualifiée à leurs yeux, c'est essentiellement parce qu'à de multiples reprises, les gouvernants ont cédé aux injonctions américaines : « Sous la IVe République, les Américains avaient la mainmise sur le pays. On avait bonte d'être Français. » Le 18 juin demeure encore le symbole d'une Résistance dont le souvenir, à cbaque étape de l'histoire nationale, doit animer l'action gouvernante. Pour autant, la thématique de l'indépendance ne se réduit à un repli frileux autour du sanctuaire national. Elle est même au principe de l'adhésion — assez inattendue — à l'idée de construction européenne : face aux dangers qui la menacent, la France a tout à gagner d'une Europe confédérale au sein de laquelle les nations, bien qu'unies par des liens de coopération organique, préserveraient leur spécificité. Non seulement ce Rassemblement pourrait faire contrepoids à l'influence exercée par le « condominium soviéto-américain », mais encore il reconstituerait cette unité diffuse qui transcende les nations et que menace sans cesse l'idéologie marxiste : l'Occident. Condition *sine qua non* de la grandeur nationale, l'indépendance ne peut être viable sans une certaine puissance. Dans leur grande majorité, les militants « historiques » semblent avoir conservé cette « conception romaine de la souveraineté » dont parle S. Hoffmann. Effet de génération peut-être : ils évaluent encore la puissance de la France à l'étendue de son influence administrative : l'Empire colonial — et surtout, l'Algérie « qu'on aurait pu garder » — demeure, pour ces fidèles du général, une partie inaliénable du sol français. Sa perte, aujourd'hui encore, est ressentie comme une douloureuse déchirure. Mais, pardelà les évocations nostalgiques, ces militants soulignent aussi l'importance de la modernisation économique : seule une Nation industrielle peut accéder au statut de grande puissance. De ce point de vue, le général de Gaulle a ouvert une voie qu'ont pu suivre ses successeurs immédiats : G. Pompidou et, à un moindre titre, V. Giscard d'Estaing. En revanche, la politique économique

suivie par la Gauche ne laisse de les inquiéter : la « gabegie » qu'elle infère est au principe d'un processus irréversible de déclin dont l'instabilité financière constitue, à leurs yeux, le signe prémonitoire.

Cette conception de la grandeur nationale alimente, chez les « gaullistes historiques », une défiance profonde à l'égard des luttes politiques et sociales : perçues comme une déperdition d'énergie, elles peuvent à terme conduire à la désagrégation de la collectivité nationale. Ce risque de déréliction justifie l'instauration d'un Etat fort. Avec un goût prononcé pour la tautologie, les militants appellent de leurs vœux « un Etat qui soit un Etat », « une autorité qui en soit une » : l'éclatement est le devenir des sociétés mal encadrées. Pour autant, cette « doctrine de l'Etat » ne peut être comparée à la statolâtrie mussolinienne : l'Etat est toujours subordonné à la Nation dont il n'est que l'instrument. Son rôle est double. Non sans parenté avec les thèses bonapartistes, les militants lui assignent d'abord la tâche primordiale de neutraliser les féodalités de toute nature (syndicats, corporations...) qui tenteraient de faire prévaloir leurs intérêts particuliers sur l'intérêt national. Ils lui attribuent aussi une fonction d'impulsion économique. A leurs yeux, la planification de la production ou la gestion des politiques sociales ressortissent de l'action étatique : la contention de la logique infernale du marché constitue le préalable incontournable à l'instauration d'une communauté harmonieuse. Mais la réconciliation nationale ne peut être le seul fait de l'Etat, si fort soit-il : c'est par « le bas », au sein même de la société civile, qu'elle doit s'opérer : la « participation » est censée, en pacifiant les rapports sociaux, favoriser l'adhésion de la population au projet d'une collectivité enfin rassemblée. Entre le libéralisme exploiteur et le socialisme oppresseur, l'actionnariat ouvrier vient ouvrir une sorte de voie idéale : en même temps qu'il permet de préserver la liberté individuelle — et plus spécifiquement celle d'entreprendre —, il répond à l'exigence de promotion formulée par les travailleurs. En outre, sa mise en œuvre devrait accentuer la prise de conscience des intérêts mutuels de l'ouvrier et de l'employeur : elle démontrerait ainsi l'inanité de la lutte des classes et atténuerait l'influence néfaste des syndicats marxistes, accusés d'être, au sein de la Nation, des ferments de désunion.

Cette mystique de l'unité nationale (qui se déploie en une politique de la « troisième voie ») a peu de prise sur l'immense majorité des militants morbihannais. Les néo-gaullistes ne cherchent pas, en effet, à se fondre dans ce « Nous » transcendant qu'est la Nation : leur singularité est bien plutôt d'opérer un rejet systématique de tout ce qu'ils identifient à la Gauche. Non d'ailleurs qu'ils s'oppo-

sent à la doctrine gaullienne (sur certains points — le rôle des syndicats marxistes par exemple —, des interférences peuvent même être observées), ils se contentent plus simplement de l'ignorer : les modèles de référence sont désormais ailleurs.

2) *La dominance des thématiques néo-conservatrices*

Farouchement atlantistes, méfiants à l'égard de l'idée participative, hostiles à toute intervention de l'Etat dans la sphère socio-économique, les militants du RPR semblent avoir, pour la plus grande partie d'entre eux, cédé à la tentation du libéralisme classique.

Leur parole se veut d'abord explicative de la crise que traverse la société française. S'armant d'arguments *ad hominem*, elle recourt primordialement à la mise en question éthique des gouvernants qui se sont succédé depuis 1974 : la « catastrophe économique » n'est rien d'autre que le produit de l'impéritie giscardienne et, plus encore, socialo-communiste. Cette incompétence foncière s'explique d'ailleurs fort bien : aux yeux des néo-gaullistes, elle tient essentiellement à l'origine sociale des princes qui nous gouvernent. Cette « armée de technocrates » hier, ce « groupe de fonctionnaires et de professeurs » aujourd'hui se trouvent totalement privés de cette vertu cardinale qu'est le bon sens : détachés du réel, plongés dans la pure intellectualité, ils se satisfont d'une connaissance médiate (ou d'une approche idéologique) des problèmes qui fait obstacle à leur résolution.

Mais derrière l'accusation éthique, se profile la trace d'une opposition sociopolitique : si, unis dans une même opprobre, giscardisme et « socialo-communisme » incarnent à ce point la négativité, c'est essentiellement parce qu'ils sont (ou ont été) les promoteurs d'une société de démission. D'une part, ils ont développé outrancièrement l'Etat-Providence que les néo-gaullistes placent au principe de notre décadence. L'argumentaire s'appuie sur un double pivôt. D'abord, la politique-providence fonctionne comme une incitation au parasitisme social : en amenant l'individu à déléguer aux instances étatiques la régulation de ses propres besoins, elle l'a dépossédé de ses capacités d'initiative et a définitivement altéré son sens des responsabilités. La société française, en faisant prévaloir la sécurité sur le risque, s'est ainsi muée en système de mendicité généralisée... en « société d'assistés » selon l'expression unanime des militants interrogés. L'analyse fournit même, pour certains, la base d'une explication de la crise de l'emploi : loin de résulter de tensions structurelles entre l'offre et la demande de travail, le chômage serait le banal produit des régimes chargés de l'indemniser : les allocations,

en « encourageant à la paresse », accentueraient, en effet, les comportements de refus du travail. Corrélativement, le développement des fonctions étatiques s'est accompagné d'une dévalorisation du mérite : par les prélèvements fiscaux qu'il induit, il engendre une confiscation intolérable des fruits du travail, sanctionne les citoyens les plus méritants, et risque, à terme, en absorbant la substance créatrice de la société civile, d'aboutir à une paralysie totale de l'initiative individuelle. Le discours se prolonge parfois en une évocation quasi apocalyptique : l'Etat-Providence porte en lui les germes d'une société collectiviste, semblable à celles qui fleurissent à l'Est : l'accroissement du pouvoir syndical dans les entreprises, les projets d'intégration de l'école libre et de suppression de la médecine libérale (?) constituent les signes prémonitoires des transformations radicales à venir.

Autre symptôme de notre décadence : l'Etat, alors même qu'il s'approprie les fonctions naguère dévolues à l'initiative privée, a totalement abdiqué ses tâches traditionnelles et, plus spécifiquement, celle du maintien de l'ordre.

Aux multiples déviances qui gangrènent la société française, l'Etat, giscardien ou socialiste, n'a répondu que par la faiblesse : non seulement il n'est pas parvenu à juguler l'action de ceux qui menacent l'harmonie intérieure (syndicats, délinquants, enseignants marxistes) ; mais encore, en ouvrant trop largement les frontières à l'immigration, il a brisé l'identité de la Nation française pour la fondre dans un cosmopolitisme d'autant plus dangereux que les immigrés sont souvent les promoteurs du désordre.

L'issue de la crise passe par un retour à l'ordre. Le mot revient avec une constance significative : « Il y a besoin d'un peu d'ordre dans la maison » ; « Chirac, c'est l'ordre. » L'expression n'a pas qu'une fonction rhétorique : image inversée du désordre actuel, elle réfère à une vision du monde très marquée par le darwinisme social. La société doit revenir à sa vocation originelle : celle d'un champ de confrontations interindividuelles d'où émergeraient de justes hiérarchies fondées sur le mérite. Cette conception des choses est parfois poussée jusqu'à son extrême limite : chez certains militants, elle alimente le désir de voir supprimés l'ensemble des mécanismes sociétaux (syndicats, organismes de protection sociale...) qui entravent les logiques de l'action individuelle. Dans la plupart des cas, toutefois, elle ne débouche pas sur un programme cohérent : la radicalité même du propos témoigne de sa nature exclusivement protestataire.

L'appartenance majoritaire des militants néo-gaullistes aux fractions les moins modernes des classes moyennes et supérieures explique

sans doute leur adhésion à ce type de discours : celui-ci leur fournit, en effet, une représentation stylisée et cohérente de leur identité et de leurs fonctions ajustée à leur habitus et à leurs intérêts. D'une part, il valorise leur position sociale : en décrivant, dans le vocabulaire du risque et du mérite (dont témoignent l'acquisition et la gestion d'un capital économique), leurs conditions d'existence, ce travail de représentation les différencie à la fois de la classe ouvrière confinée dans « le refus des responsabilités » et « la contestation stérile » et du monde grisâtre des fonctionnaires engoncés dans la routine du quotidien et la morne sécurité du lendemain. D'autre part, il élucide les difficultés qui les frappent (diminution du pouvoir d'achat, difficultés financières des petites entreprises) : déniant toute efficace aux phénomènes économiques, le discours néo-gaulliste explique la crise par le refus pratique des valeurs que ces fractions incarnent : la décadence de la France trouverait son principe dans la substitution d'une éthique de la jouissance et de l'irresponsabilité à celle du travail et de l'initiative.

Corrélativement, il leur fournit une raison d'espérer : tout n'est peut-être pas perdu : puisque la crise n'est due qu'à une déperdition morale, le retour aux valeurs traditionnelles inaugurera une nouvelle ère de prospérité. De telles aspirations idéologiques ne peuvent déboucher sur un militantisme de type programmatique : on comprend pourquoi son orientation est exclusivement électorale.

III. — ACTIVITÉS MILITANTES

J. Lagroye et G. Lord dans leur enquête sur le militantisme dans trois partis français (7) caractérisent le militantisme gaulliste par deux traits fondamentaux : ils soulignent d'abord la limitation de l'activisme intrapartisan ; ils constatent, ensuite, l'ouverture du militantisme gaulliste sur la société globale. Les relevés effectués conduisent à des conclusions similaires : faute de pouvoir s'exprimer dans des activités intrapartisanes, le désir de participation sociale des adhérents s'investit dans un activisme social extérieur au Mouvement.

1) *Les limites de l'investissement intrapartisan*

La faiblesse de l'activisme interne au sein du Mouvement s'exprime dans le temps consacré par les militants aux activités de

(7) J. Lagroye et G. Lord, *Les militants dans trois partis politiques*, *op. cit.*

leur parti : seuls 5 % des adhérents déclarent y consacrer plus de trois heures par semaine.

La faiblesse de l'investissement intrapartisan tient d'abord à la distribution spécifique des activités offertes par le Mouvement. Première caractéristique : les activités nécessitant une forte implication personnelle sont exclues du champ des tâches proposées. D'une part, les séances de formation doctrinale, fréquentes en d'autres partis, sont totalement inexistantes au sein de la Fédération départementale : à la différence du PCF ou du RPF naguère, le RPR dans le Morbihan, en dépit des demandes renouvelées de certains adhérents, n'a jamais institué ni « école élémentaire » destinée à la base militante, ni « école des cadres » pour les responsables fédéraux ; d'autre part, les tâches de propagande partisane (affichages, distributions de tracts, animation de débats publics, collecte de fonds, secrétariat) dont on s'accorde ordinairement à relever l'importance au sein du PCF et, à un moindre titre, au sein du PS, sont ici tout à fait secondaires : limitées aux seules périodes électorales, elles ne concernent, de l'aveu même des dirigeants fédéraux, qu'une infime minorité d'adhérents (à peine une trentaine).

L'activisme interne se réduit en fait à la seule assistance aux réunions auxquelles 87 % des personnes interrogées déclarent participer assidûment. Ce pourcentage, fort important comparativement à celui enregistré dans d'autres fédérations, est moins l'expression de l'intensité du militantisme que la reconnaissance implicite de la réduction des activités partisanes : les réunions apparaissent, en effet, au sein du RPR morbihannais comme le lieu unique de l'investissement militant. D'autre part, même si le pourcentage de 87 % peut sembler imposant dans sa valeur absolue, il ne prend sa réelle signification que relativement à la quantité de réunions effectivement organisées : or, les réunions sont programmées avec une rare parcimonie (une tous les deux ou trois mois en 1979). Enfin, leur déroulement même porte témoignage de la faible intensité militante : les réponses à la question portant sur les sujets abordés au cours des réunions montrent qu'elles sont principalement l'occasion d'un large tour d'horizon des « questions électorales » et des « problèmes politiques d'ampleur nationale » ; corrélativement, elles évacuent de leur ordre du jour toute recherche ou discussion programmatique. Il convient, en outre, de signaler que la parole est loin d'y être universellement partagée : elle fait l'objet d'une appropriation de la part du groupe dirigeant et, plus spécifiquement, des élus du parti ; les adhérents de base ne s'y trompent d'ailleurs pas qui déclarent à plus de 60 % intervenir peu souvent dans la discussion et à plus de

75 % avoir peu ou pas du tout d'influence. La probabilité d'un activisme intense est d'autant plus réduite que les postes de responsabilité (qui offrent des tâches plus mobilisatrices) sont, au sein du Mouvement gaulliste, en nombre très limité. A l'inverse du PCF, par exemple, qui, par la pluralité des fonctions qu'il propose, aménage pour ses militants une sorte de carrière intrapartisane gratifiante, le RPR n'offre guère de possibilités de promotion interne : seuls, 18 % des répondants (contre 50 % au sein du PCF girondin) ont déclaré exercer (ou avoir exercé) des fonctions dirigeantes.

Cette situation ne semble guère combler le désir de participation des militants. Les réponses aux questionnaires ont d'ailleurs révélé leur insatisfaction : près de 50 % d'entre eux, par exemple, souhaitent un accroissement du nombre des réunions. Cette insatisfaction est peut-être à l'origine d'un activisme extra-partisan que les adhérents gaullistes considèrent d'ailleurs comme une des composantes de leur militantisme.

2) *La reconversion du désir de participation*

L'activisme extra-partisan se manifeste peu dans les organisations « satellites » du RPR : le Service d'Action civique (SAC), les Comités de Défense de la République (CDR) et même l'Association ouvrière et professionnelle (AOP) sont aujourd'hui en sommeil dans le Morbihan. Il s'exprime plus volontiers dans des associations assez nettement séparées de « la machine RPR » : si la participation à des associations volontaires (associations de parents d'élèves, clubs de football, associations à but éducatif telles que la Croix d'Or ou la Famille rurale) ne constitue pas une donnée négligeable (24 % des adhérents déclarent être membres d'une association de ce type), c'est surtout l'activisme syndical qui retient l'attention : près de 45 % des personnes interrogées déclarent être syndicalisées. Si le taux de syndicalisation des adhérents gaullistes demeure relativement moyen par rapport à celui enregistré au sein des partis de gauche (plus de 60 % en Gironde), il apparaît très élevé par rapport à la moyenne départementale estimée à 20 % à peine. La répartition syndicale des adhérents est d'ailleurs significative : par exemple, sur 18 adhérents des syndicats de salariés, 9 se réclament de Force ouvrière, 5 de la CFTC, 3 de la CGC et 1 seul de la CFDT. Cette distribution originale est congruente avec la vision du monde social des militants gaullistes : elle réfère à l'idée que la défense des intérêts professionnels ne passe pas par la lutte des classes, « invention des socialo-communistes », mais par une négociation raisonnable ;

corollaire, elle exprime le rejet des revendications trop radicales qui remettraient en cause l'ordre établi.

Cette participation extra-partisane, remarquable par son importance, est justiciable d'une pluralité d'explications. Retenons-en deux essentielles. En premier lieu, elle révèle sans doute la forte intégration sociale des militants : elle vient rappeler l'idée durkheimienne selon laquelle la participation politique n'est guère qu'une dimension de la participation sociale. Mais surtout, elle répond à l'image que les adhérents gaullistes se font du « bon militant ». Alors qu'au sein du PCF ou même du PS, on privilégie ordinairement « la conviction et la formation idéologique », « le dévouement et le service du parti », les adhérents du RPR font primer les qualités personnelles de désintéressement, d'honnêteté et de rayonnement : le « bon militant » est primordialement défini comme un pôle d'attraction dont la tâche essentielle est de canaliser vers le Mouvement et ses candidats les flux d'électeurs hésitants. L'activisme extra-partisan permet d'assumer cette fonction.

A l'instar de l'UDR, sa devancière, le RPR offre donc peu de possibilités d'activisme à ses adhérents et n'exige pas un degré important de participation. Délaissant les finalités programmatiques, il est essentiellement orienté vers l'opération électorale : à ce titre, il apparaît bien, au moins dans le Morbihan, comme « un parti d'électeurs » au sens que J. Charlot a pu donner à ce terme.

Les quelques éléments rapportés ici peuvent être résumés en trois points essentiels :

1) Le RPR, au moins dans le département de référence, apparaît tendanciellement (mais non exclusivement) comme un champ de convergence des fractions des classes moyennes et supérieures appartenant au monde de l'entreprise privée traditionnelle.
2) En situation d'incertitude du fait du décalage entre leurs aspirations sociales liées à la possession (ou à la gestion) d'un capital économique et le sentiment très prégnant de ne pouvoir en retirer de justes rétributions monétaires et symboliques, ces groupes sociaux développent un discours protestataire, dirigé contre les évolutions de la société française qui portent atteinte à leurs intérêts et contrarient leur habitus.
3) Ces tendances protestataires expliquent en partie les caractéristiques dominantes du militantisme au sein du RPR : cherchant à « freiner la roue de l'Histoire » plutôt qu'à accélérer le changement social et à promouvoir un autre type de société, les militants gaullistes sont amenés à privilégier les finalités électorales sur les objectifs programmatiques.

Au total, après avoir longtemps assumé un rôle de légitimation du système politique français, le Mouvement gaulliste se trouve désormais investi d'une fonction tribunicienne (8) : il se voit chargé d'exprimer les revendications de groupes sociaux qui s'estiment sous-privilégiés. Sans vouloir interpréter en termes mécaniques les relations qu'il instaure avec certaines classes ou fractions de classes, on pourrait dire que le RPR apparaît, au moins dans sa version morbihannaise, comme une résurgence actualisée de ces mouvements des classes moyennes liées au secteur privé traditionnel qui, depuis les années trente, à chaque période « critique » de l'histoire, surgissent sur la scène politique.

(8) Sur cette notion, cf. G. Lavau, Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions, *Revue canadienne de Science politique*, II, n° 1, mars 1969, p. 36-44.

Philippe PORTIER. — **RPR party workers. A local study.**

Looking at the « RPR phenomenon » at a local level — the party in Morbihan — it is clear that party workers are recruited principally among those sections of the upper and middle classes which are most closely linked to the world of traditionnal private enterprise, that neo-conservative ideology has a strong hold among the local members to the detriment of the Gaullist mystique, and finally that the RPR directs its efforts almost exclusively towards the elections.

RÉSUMÉ. — *L'appréhension du « phénomène RPR » à partir d'une de ses Fédérations — celle du Morbihan — met en évidence que le recrutement des militants s'opère principalement dans les fractions des classes moyennes et supérieures les plus liées au monde de l'entreprise privée traditionnelle ; que domine, parmi les adhérents, l'idéologie néo-conservatrice au détriment de la mystique gaullienne ; qu'enfin le RPR oriente presque exclusivement son militantisme vers l'opération électorale.*